

Article 29 du Règlement

Je m'en souviens, peu après les élections de 1984, jour après jour, on ne cessait de répéter: «Faites baisser les taux d'intérêt». Faut-il que je rappelle aux députés que les taux d'intérêt sont maintenant de 10 à 12 p. 100? Nos vis-à-vis se gardent bien d'en attribuer le mérite au gouvernement. L'opposition manque de perspective. Elle ne cherche pas de solution.

Les libéraux avaient complètement abandonné les agriculteurs. Ce n'est pas sans raison que les agriculteurs des Prairies se méfient profondément du parti libéral.

Jetons maintenant un coup d'oeil sur ce qu'a fait le gouvernement. Ce n'était pas une mince affaire que de le représenter en qualité de président du groupe d'études qui s'est penché sur la sécheresse dans l'ouest du Canada. Dans ma circonscription, notamment dans les régions de Bengough et de Swift Current, la sécheresse a duré presque trois ans. Pourtant, il fallu attendre l'élection d'un gouvernement conservateur en 1984 pour que l'on tente quelque chose. Le premier ministre, le ministre de l'Agriculture et le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé avaient décidé d'agir. Un comité a été mis sur pied. Nous nous sommes donc rendus à Bengough, en Saskatchewan, localité qui compte 1 500 agriculteurs. Les députés se souviennent sans doute des images qu'ils ont vues à la télévision. L'un de ces agriculteurs voulait s'en prendre particulièrement à nous. Tout le monde réclamait une solution immédiate. Nous leur avons dit que nous voulions entendre le point de vue des groupements d'agriculteurs et des agriculteurs eux-mêmes. Nous ne leur demandions que quelques jours.

Le gouvernement a pris des mesures pour faire face à la sécheresse. Bien sûr cela n'a pas contenté tout le monde. Certains étaient aux prises avec des problèmes bien particuliers. Il n'y a rien de parfait dans la vie. Cependant, la majorité des céréaliers des régions sud de la Saskatchewan, de l'Alberta, du Manitoba, ceux de la région de Peace River et des régions où la sécheresse sévissait ont été satisfaits de la façon dont le gouvernement est venu à leur secours.

Aujourd'hui, il existe une situation semblable en ce qui concerne les paiements d'appoint. L'opposition nous demande d'agir sur-le-champ. Elle nous réclame une solution immédiate, avant que nous ayons eu le temps d'entendre les groupements d'agriculteurs ou avant que la saison soit un peu plus avancée.

Je vais maintenant terminer puisque j'ai abordé les grandes lignes du problème. Pendant longtemps encore, je pourrais entretenir la Chambre de nos réalisations. Nous allons continuer de comparer nos réalisations avec celles des autres partis. Nous sommes fiers de ce que nous avons fait, même s'il reste encore à faire. L'agriculture est un secteur important. Mais quand il faut faire quelque chose, c'est notre gouvernement qui passe à l'action.

Des voix: Bravo!

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, quoique je représente une circonscription urbaine, je participe volontiers au débat parce qu'un grand nombre de mes électeurs travaillent dans les chemins de fer, dans la fabrication de machines agricoles, dans les pétroles, dans le transport par camion et dans l'industrie laitière. Ils savent fort bien que leur bien-être dépend de la prospérité de l'agriculture.

Quand les agriculteurs ont des problèmes, ils en ont eux aussi. S'il y a une sécheresse ou une inondation, il n'y a pas de récolte. Si les prix qu'on verse aux agriculteurs sont insuffisants pour leur permettre de subsister, les travailleurs de ma circonscription en subissent les conséquences.

Qu'arrive-t-il à nos agriculteurs aujourd'hui? Ce sont pourtant des producteurs efficaces, aussi efficaces que n'importe quel autre au monde. Pourquoi donc sont-ils en difficulté? Ce n'est pas de leur faute. Ils ont des problèmes à cause des subventions considérables que le gouvernement des États-Unis et les gouvernements des pays membres de la Communauté économique européenne versent à leurs agriculteurs.

Le gouvernement a parfaitement raison quand il essaie de convaincre ces gouvernements de mettre un terme à leur surenchère insensée. Cependant, le gouvernement se berce d'illusions—et les agriculteurs en subiront les conséquences—s'il s'imagine que ces pays vont accepter de réduire sensiblement leurs subventions dans un avenir rapproché.

• (0150)

Les agriculteurs du pays sont en difficulté, monsieur le Président. Aucun des députés du Nouveau parti démocratique qui a pris la parole dans le débat d'aujourd'hui n'a prétendu que le gouvernement conservateur n'a rien fait pour aider les producteurs de grain de l'Ouest canadien. Nous savons, et les agriculteurs le savent aussi, qu'il leur a accordé un versement d'appoint d'un milliard de dollars. Je n'ai pas le temps aujourd'hui d'approfondir les raisons pour lesquelles il l'a fait ou de me demander si c'était une pure coïncidence que ce soit pendant l'élection en Saskatchewan, mais il s'est bel et bien exécuté. Ce que nous-mêmes et les agriculteurs disons, c'est que ce versement forfaitaire n'est tout simplement pas suffisant.

Quelle est la situation de nos agriculteurs, monsieur le Président? Permettez-moi de citer un article du *Free Press* de Winnipeg d'il y a une semaine, soit le 21 avril, dans lequel il est question de la décision qu'a prise le ministre responsable de la Commission canadienne de blé (M. Mayer) de réduire de 18 p. 100 le versement initial. Je cite: «Les producteurs de grains des Prairies toucheront un versement record de 705 millions de dollars pour compenser une chute de 18 p. 100 des prix initiaux, a annoncé hier le ministre Charlie Mayer. On assiste pour une deuxième année consécutive à la chute des prix du blé, de l'avoine et de l'orge vendus par la Commission. L'agro-économiste Darryl Croft de l'Université du Manitoba, a déclaré que l'accroissement des subventions du gouvernement ne compensera la faiblesse des prix fixés par la Commission. Selon lui, les prix dont a tenu compte le gouvernement pour effectuer son versement, bien que réalistes, ne sont pas suffisants pour les agriculteurs qui comptent sur leurs ventes de grains pour gagner leur vie». Je pourrais continuer de citer cet article. Par la suite, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a annoncé qu'il mettrait fin au moratoire sur les saisies de biens agricoles. Voici comment le *Globe and Mail* a rapporté cela dans son édition d'hier.

Je tiens à citer une partie de cet article pour réfuter les propos du ministre de l'Agriculture et du député d'Assiniboia (M. Gustafson) qui prétendent que les agriculteurs sont satisfaits, qu'ils sont heureux de la décision du gouvernement concernant la réduction du prix initial et la levée du moratoire. Voici ce